

Publié le 12 avril 2016 à 05h00 | Mis à jour le 12 avril 2016 à 05h00

Lutte aux algues bleues: Québec veut favoriser les interventions sur le terrain



Québec a mis fin à son programme Opération bleu-vert dont le but était de financer des projets de lutte aux algues bleues.

photo archives La Voix de l'Est



[Michel Laliberté](#)

La Voix de l'Est

(Bedford) Le gouvernement québécois continuera de lutter contre les algues bleues. Il misera sur des interventions sur le terrain pour réduire les apports en phosphore dans les lacs et rivières, mais demeure flou sur les moyens ainsi que les budgets qui y seront consacrés.

Dans son budget déposé en mars, Québec a mis fin à son programme Opération bleu-vert doté d'un budget annuel de 666 000\$. L'argent aidait les 40 organismes de bassin versant du Québec (OBV) à financer des projets de lutte aux algues bleues et au vieillissement des lacs. Lancé en

2007, en réponse aux nombreuses éclosions de cyanobactéries un peu partout au Québec, ce programme a porté ses fruits, soutient Mylene Gaudreau, attachée de presse du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, David Heurtel. Elle n'a cependant pu nous fournir une étude ou une analyse le démontrant.

Reconnaissant que le problème des algues bleues existe encore, Mme Gaudreau a expliqué que le Ministère veut se concentrer davantage sur les «actions concrètes sur le terrain». «On veut faire des interventions directes», a-t-elle dit en entrevue à *La Voix de l'Est*.

Il est question de renforcer le programme d'inspection des sources de phosphore qui contaminent l'eau, a écrit Mme Gaudreau dans un courriel en réponse à nos questions. Le milieu agricole où l'épandage de fumier pose problème, la gestion des eaux usées ainsi que le contrôle des polluants dans les piscicultures seront les secteurs où les interventions se feront. «Des gestes structurants ont été mis ou seront mis en place», ajoute-t-elle dans son courriel.

L'attachée de presse souligne que le nombre d'inspections dans ces secteurs a augmenté de 44 % depuis 2008.

Le lancement de la Stratégie québécoise sur les pesticides 2015-2018 et la révision du règlement sur les fosses septiques, qui portera notamment sur les problèmes des résidences isolées, s'inscrivent également dans les nouvelles actions du gouvernement, dit-elle.

Le ministre Heurtel n'a pas voulu nous accorder d'entrevue.

Projets et impacts

Johanne Bérubé ignorait que de nouvelles stratégies dans la lutte aux algues bleues étaient mises en place. Directrice générale de l'OBV de la baie Missisquoi, elle aurait préféré que le gouvernement garde le cap. «On a été surpris de l'abolition du programme Opération bleu-vert. C'est dommage parce que les projets des OBV ont des impacts. On travaille avec les citoyens et les associations de lacs», dit-elle. «C'est un mauvais message parce que ça dit qu'on se désengage de la lutte aux cyanobactéries.»

La disparition des 666 000\$ versés aux OBV forcera ceux-ci à mettre à pied du personnel. La conséquence est

également une affaire de santé publique, croit Mme Bérubé. Au fil des ans, le MDDELCC a réduit le nombre de lacs où des analyses de toxines sont menées lors d'éclosions d'algues bleues. Seuls les plus gravement touchés, comme le lac Champlain, font l'objet d'une surveillance. Le fardeau de ce travail est laissé aux citoyens, déplore-t-elle.

Le fait d'installer près des lacs des affiches sur lesquelles on peut voir des photos de cyanobactéries dans l'eau ne suffit pas à protéger la population, pense Mme Bérubé. «On demande aux gens de regarder les photos et d'être des experts et de juger si la qualité de l'eau permet la baignade... Ce n'est pas à eux de faire ça.»

L'OBV baie Missisquoi a reçu 43 000\$ du programme Opération bleu-vert depuis 2012. En investissant ce montant, l'organisation a pu créer des partenariats avec des associations de protection de lacs et des municipalités de la région portant le total des sommes investies dans des projets à 105 000\$.

La disparition de l'aide financière du gouvernement fait que ces partenariats sont menacés, croit Mme Bérubé.

[Détente](#)

[Avis de décès](#)

[Archives](#)

[Petites annonces](#)

[Plan du site](#) [Modifier votre profil](#) [Foire aux questions](#) [Nous joindre](#) [Conditions d'utilisation](#) [Politique de confidentialité](#)